

IL N'Y A PAS DE PETITS DON
SOUTENEZ L'ACTION DU PCF

Pour soutenir le Parti Communiste Français :

Grande souscription départementale



Page 3

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Mensuel édité par la
Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1000

25 janvier 2016

prix : 0,70 €



2016 :



Les arbres qui
cachent la forêt

2

Aymeric SEASSAU
Secrétaire du PCF 44



Les chantiers
de l'année 2016

4-5

Goodyear



Signez la pétition

6

Travail du dimanche



Pour les élus communistes
c'est toujours non

7

Le FMI et la Banque mondiale tirent le signal d'alarme pour 2016

Les deux institutions revoient à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2016 (2,9 au lieu de 3,4 %). Venue de Chine la tempête financière devient chronique en ce début d'année. **La croissance chinoise sera-t-elle profondément affectée par ses mutations monétaires et économiques ?** Cette interrogation se répercute sur les matières premières, dont l'appétit chinois a dopé les cours pendant plus d'une décennie. Les produits de base - énergie, métaux, produits bruts agricoles - affichent une baisse moyenne de 45 % par rapport à leurs pics de 2011. Il faut y ajouter le prix du baril de pétrole qui a perdu les 2/3 de sa valeur en 18 mois (vers les 30 \$ au lieu de 100), en raison d'un excès d'offre (exportation des schistes bitumeux américains, retour du pétrole iranien...) : **Pour la première fois depuis 1980, la plupart des grandes économies émergentes (les BRICS) ont été simultanément en ralentissement** au cours des trois dernières années. Une récession brutale touche le Brésil et la Russie dont on ne voit pas la fin avant 2017 et d'autres pays exportateurs sont concernés le Venezuela, l'Algérie voire l'Arabie Saoudite. **En conséquence la reprise annoncée est un leurre.** C'est le moment choisi par les Etats-Unis pour relever leur taux d'intérêt (+0,50 %) à contre courant des autres banques centrales. **C'est le « perfect storm », l'orage parfait la combinaison d'événements néfastes simultanés.**



L'actualité politique

2

2016 : les arbres qui cachent la forêt

C'est quoi l'actualité ? Ce que les médias décident au quotidien de nous imposer comme versions dominantes des événements. Ce sont des vases communicants, ils disent tous la même version « officielle » d'une histoire mise en scène, avec pour fil conducteur l'émotion, la peur, plus que la raison.



La première proposition est un **contrat de travail « sécurisé »**, où serait inscrit au moment de l'embauche les motifs éventuels de rupture. Le salarié pourrait être licencié si le chiffre d'affaires de l'entreprise est en baisse, ou s'il ne remplit pas certains objectifs. L'employeur s'éviterait ainsi une source d'imbroglio longs et coûteux aux prud'hommes...

Les nouvelles défilent à la vitesse grand V dans un mélange non hiérarchisé : les attentats du 13, la Cop 21, « Tapie revient en politique pour sauver la jeunesse du chômage », la déchéance des binationaux, la Bombe H des nord-coréens, les commémorations de Charlie, la mort de Bowie...

Au bout du bout, les idées rétrogrades et réactionnaires progressent. Le pacte de sécurité s'impose devant le pacte de stabilité, l'identité sur l'égalité, la mise en concurrence sur la solidarité. Paradoxe français, c'est le Front national qui récupère le vote anti-système, alors qu'il est un des chiens de garde du système !

L'objectif politique est clairement de dévoyer la réflexion de la population vers des impasses idéologiques. D'américaniser un peu plus notre vie politique, en la focalisant sur l'élection présidentielle de 2017 et les primaires des deux camps comme unique perspective politique.

L'essentiel est de masquer les objectifs immédiats, les vrais, ceux de 2016, l'étape qui veut miner un peu plus les conquêtes sociales de l'exception française. Dans cette petite musique, chacun joue sa partition. D'abord celle du patronat :

Ceux qui restructurent et licencient à longueur de journée prônent à la une du Journal du Dimanche, « un plan d'urgence audacieux pour l'emploi ». D'inspiration libérale il vise à réduire à zéro les charges sur les embauches de salariés dans les PME de moins de 250 salariés, pendant 2 ans (94% des entreprises).

Comme en écho, Myriam El Khomri, ministre du travail prépare pour mars sa loi Travail, censée préfigurer le modèle social du XXI^e siècle, en tandem avec Macron le ministre de l'économie, avant-garde libérale du gouvernement Valls.

Dans ce cadre la réécriture du code du travail s'étalera jusqu'à la fin 2017. Mais la refonte immédiate concerne le temps de travail et toutes les mesures liées à l'essor de l'économie collaborative et numérique (notamment le télétravail). Cerise sur le gâteau, **l'idée du « revenu d'existence »** (entre 800 et 900 euros). Il viendrait en lieu et place du RSA actuel et des nombreuses aides et permettrait ainsi l'économie de nombreux coûts de gestion en supprimant les administrations qui les gèrent et les contrôlent. Ce dispositif serait la solution pour faire face aux transitions et mutations que le marché du travail va subir sous l'effet du numérique et de l'uberisation.

Reste le chœur de ceux qui, surfant sur la sidération des attentats, font entendre la petite voix de la recomposition politique et de l'union nationale à l'allemande.

C'est ainsi que Raffarin a très tôt proposé d'unir les efforts de tous contre le chômage, Jean-Vincent Placé de se « recentrer » et les « experts » en Sciences-Po de tirer les leçons des régionales pour « dépasser la culture de l'affrontement gauche-droite ».

Voilà qui doit alerter tous les progressistes soucieux de contenir la vague rétrograde, pour ouvrir de véritables perspectives.

Portugal: le premier ministre socialiste a tenu ses promesses

Le Smic est passé de 505 à 530 euros mensuel au 1er janvier (+5 %). C'était l'engagement pris auprès du Parti Communiste et de l'extrême gauche, au sein d'une coalition qui a permis de renverser le conservateur Passos Coelho. Autre décision anti-austérité, la baisse des taxes exceptionnelles imposées par la troïka depuis 2011.

Grèce : la réforme des retraites trouvera-t-elle une majorité ?

Les Grecs ont déjà subi 11 coupes dans leurs pensions depuis 2010. Alexis Tsipras a dû envoyer son projet au quartet (BCE, Union européenne, FMI, Mécanisme européen de stabilité), avant de le présenter aux parlementaires. L'essentiel des efforts serait supporté par les futurs retraités, augmentation des cotisations et diminution des prestations, contraintes de travailler jusqu'à l'âge de 67 ans. Ne disposant que de 153 sièges sur 300, le gouvernement déjà fragilisé par d'autres réformes impopulaires (privatisations), n'est pas assuré d'une majorité, coincé entre sa double opposition extrême gauche et droite et les créanciers.

Venezuela: en pleine crise institutionnelle, l'armée réitère son soutien au président Maduro



Forte de 112 sièges sur 167 au parlement, la coalition de l'opposition de droite revendique la majorité des 2/3 qui lui permet de convoquer un référendum, mettre en place une assemblée constituante, voire chasser le président via une réduction de la durée de son mandat.

Cependant le chavisme demeure puissant malgré sa défaite électorale, car il concentre tous les autres pouvoirs : exécutif, armée, justice.

Le pays qui possède les plus grandes réserves pétrolières du monde, a vu son économie s'effondrer ces derniers mois, au rythme du recul du prix du baril (voir ci-dessus). L'inflation galopante de 200% et des pénuries « organisées » suscitent un mécontentement populaire qui a profité à l'opposition.

Juppé double Sarkozy... par la droite



Interrogés sur leurs souhaits pour la politique en 2016, les français répondent à une écrasante majorité qu'ils ne souhaitent pas revoir...

Cécile Duflot (85% n'en veulent pas), ni Jean Luc Mélenchon (76%), ni François Bayrou (65%), ni Marine Le Pen (61%), ni Manuel Valls (60%) **et surtout les trois-quarts ne veulent pas d'un nouveau duel François-Hollande/Nicolas Sarkozy (74%). Dans la liste testée, Alain Juppé est la seule personnalité politique épargnée.** Ils sont 52% à souhaiter sa candidature contre 24 % pour son rival Nicolas Sarkozy.

Sondage de commande ? Possible. Ce n'est pas l'essentiel. Beaucoup ont oublié ou ne savent pas qu'Alain Juppé n'est pas un perdreau de l'année. Comme renouvellement du personnel politique, il y a mieux. Premier ministre de Jacques Chirac en 1995, il s'attaque aux retraites, à la sécurité sociale, déclenchant des grèves d'ampleur. Devenu très impopulaire il doit quitter ses fonctions après la dissolution de 97 et la victoire de la gauche.

Avec « l'affaire des emplois fictifs » à la mairie de Paris en 2004, il est condamné à de la prison avec sursis et devient inéligible. S'exilant au Québec malgré ses condamnations, cela ne l'empêche pas d'enseigner à de futurs hauts fonctionnaires ; Revenu en 2006 il annonce son intention de retrouver la politique et de reconquérir le fauteuil de maire de Bordeaux. **Et nous revoilà en 2016.**

Après un premier livre, consacré à l'éducation, et un second dont le titre est tout un programme « pour un Etat fort », Juppé dans le troisième sur l'économie (à paraître), choisit la liberté d'entreprendre façon MEDEF (voir ci-dessus).

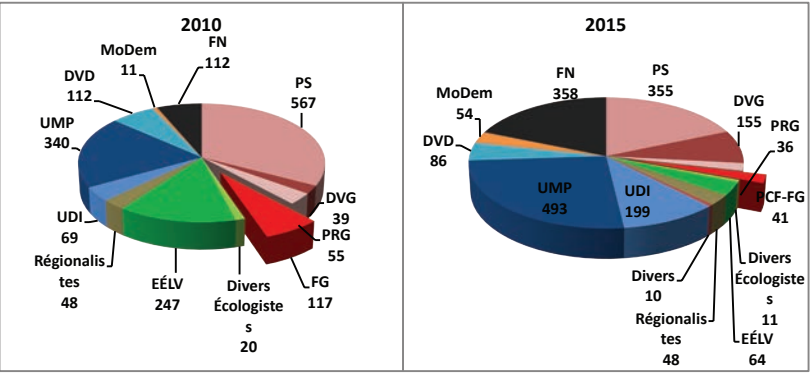
La liste des mesures est édifiante :

- 1/ Faciliter les licenciements en les prévoyant dès l'embauche.
- 2/ Simplifier drastiquement le code du travail.
- 3/ Zéro charges sur le Smic.
- 4/ Dégressivité des indemnités chômage
- 5/ Suppression de l'ISF, et favoriser l'actionnariat salarié.
- 6/ Recul de l'âge légal de la retraite à 65 ans « C'est la priorité des priorités ».
- 7/ Non remplacement des fonctionnaires partant en retraite, et maîtrise des comptes publics.

Comme quoi Juppé n'est pas un aimable papy, mais un réactionnaire qui n'a tiré aucune leçon de son parcours politique.

Le fait

Le PCF et le Front de gauche viennent de perdre un grand nombre d'élus régionaux, disparaissant même de huit Conseils régionaux sur treize. C'est un coup très dur pour les intérêts des classes populaires, et malheureusement une très bonne nouvelle pour le Medef, le gouvernement, la droite et le FN. Pour récapituler, les listes auxquelles le PCF a participé, dans des configurations diverses, ont réuni 1.206.775 suffrages, soit 5,7% des exprimés. Dans six des treize régions, le Front de gauche n'atteint pas la barre des 5% et n'a donc aucun élu, soit une perte de 43 conseiller-è-s régionaux dont 38 communistes



En Loire-Atlantique

3

Grande souscription départementale

La Fédération du PCF lance une grande souscription pour donner au PCF les moyens financiers de ses ambitions politiques. La fédération du PCF en appelle une nouvelle fois à la solidarité des communistes, des sympathisant(e)s, des compagnons de route et de toutes celles et ceux qui le souhaite.

Après les élections régionales et les mauvais résultats électoraux obtenus, partout en France, par les listes dans lesquelles le PCF était engagé, la situation financière des fédérations et du Conseil national du Parti communiste français s'en sont trouvées lourdement impactées. Une réunion nationale sur cette question s'est déroulée le samedi 16 janvier et a soulevé des difficultés importantes sur l'ensemble du territoire national. **Le constat est cinglant mais les issues possibles** à condition que l'ensemble des militants, des sympathisants, des proches du PCF s'emparent de cette situation pour la dépasser.

Nous sommes face à l'urgence financière. Le budget du PCF est essentiellement alimenté par les cotisations des adhérents, la souscription, les dons et le reversement des indemnités des élus. Des reversements qui sont une originalité et font du PCF, un parti pas comme les autres. Mais voilà, depuis plusieurs élections, le nombre d'élus communistes diminue. Les conséquences sont politiques : perte d'influence politique du PCF, politiques mises en place défavorables aux populations, rapport de force à gauche qui fragilise l'ensemble de la gauche... Et les conséquences sont aussi financières. Un plan d'économies important a été engagé depuis les municipales de 2014. Il porte ses fruits et la fédération continue à prendre des mesures nouvelles, parfois douloureuses, rendues plus nécessaires encore par la perte de nos 3 élu(e)s régionaux qui reversaient, naturellement, leurs indemnités d'élus(e)s(e)s comme chaque élu(e) communiste. Ce qui représente une perte de

revenus importante, tous les ans, pour les communistes de Loire-Atlantique. Dans l'urgence, il faut régler les dépenses de campagne de la liste l'Humain d'abord dans le délai imparti par la loi, c'est-à-dire dans les prochaines semaines.

IL N'Y A PAS DE PETITS DONS
SOUTENEZ L'ACTION DU PCF



La bataille financière que nous engageons n'est pas une petite affaire. C'est ce qui permet à un parti révolutionnaire comme le PCF de produire une activité forte, de mener une bataille idéologique à la hauteur face à la violence du capitalisme, de continuer de vivre et de se déployer en permettant l'expression de dizaines de milliers d'adhérents quand les autres partis bénéficient, à plein, du tripartisme qui s'installe et de la générosité de donateurs fortunés

Gagner rapidement la bataille de la souscription départementale est essentiel! Dès aujourd'hui, si le PCF veut conserver des moyens politiques, humains, matériels pour défendre avec force ses valeurs de liberté, de démocratie, de solidarité, de progrès et de paix, il a besoin de contributions et de soutiens. Il n'y a pas de petits dons, chaque euro versé à l'Association départementale de financement permettra à la fédération et aux sections du PCF de maintenir leur activité au service de la bataille d'idées contre la crise du capitalisme. Chaque euro versé permettra au PCF de tenir des initiatives et des événements qui le font rayonner : débats et rencontres politiques, fête des Nouvelles de Loire-Atlantique, fête de l'Humanité... Pour toutes ces raisons, la grande souscription départementale est indispensable. Elle nous permettra d'affronter l'avenir et de réussir nos batailles politiques.

Edito

Par Jérôme TURMEAU
Rédacteur en chef des Nouvelles



Tout d'abord, je tiens à vous adresser, au nom de l'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique mes meilleurs vœux pour

cette année 2016, bien content de tourner la page de 2015 qui aura été une année sombre, ici en France et ailleurs dans le Monde.

Sombre, pour notre République prise en otage après les massacres de Paris, ceux de janvier et de novembre, par des enjeux sécuritaires propres à détourner des attaques libérales, par exemple pour ce qui concerne la réforme du droit du travail...

Sombre en raison des logiques guerrières qui ont cours depuis lors. Sombre parce que la crise du capitalisme à continuer de s'abattre sur la majeure partie de la population.

Tourner la page, c'est ce qu'il nous reste à faire, à condition d'en écrire une nouvelle et de ne pas se la laisser dicter ! Aux Nouvelles, toute l'équipe va s'atteler à la tâche !

Vous avez entre vos mains le 1000^{ème} numéro. Les 4 pages centrales supplémentaires sont consacrées à cet événement.

1000 numéros et autant de luttes mises en avant, autant de mots, de phrases pour mettre en exergue les idées et les débats propres à redonner de l'espoir. Oui, l'année 2015 a été sombre, mais ne nous résignons pas pour 2016. Rien ne se gagnera dans l'attente, rien ne se gagnera sans redonner à la gauche ses valeurs et ses lettres de noblesse, rien ne se gagnera sans mener le combat politique dans les institutions. Les Nouvelles de Loire-Atlantique pour cette année encore et après ce 1000^{ème} numéro participeront, à leur manière de ce combat nécessaire pour la prise de conscience des impasses libérales, comme des batailles nécessaires à mener pour en sortir. Je profite de ce 1000^{ème} numéro pour vous remercier de votre soutien et de votre engagement pour votre journal, nous aurons à cœur de travailler à sa vitalité et à ce qu'il réponde aux attentes que vous avez exprimées lors des derniers sondages.

Merci à vous de faire vivre les Nouvelles et en avant pour une année de lutte et je l'espère d'espoir.

Je soutiens le PCF, son déploiement et ses capacités d'action

Dans ce combat politique, votre soutien est un élément déterminant. Il y a tant besoin...

Je verse la somme de _____ €
à l'ordre de l'ADF PCF 44
41 rue des olivettes
44000 Nantes
(Association départementale de financement du PCF)

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville :

Code Postal :

Mail :

Les versements à l'ADF donnent droit à une réduction fiscale de 66% du montant de la valeur du don, dans la limite de 20% du revenu imposable. Un reçu fiscal vous sera adressé.

Le grand entretien de la rentrée

Après une année 2015 lourde de conséquences : attentat, crise économique, politique...

NLA a rencontré Aymeric Seassau, secrétaire de la fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français. L'occasion de faire le point sur l'année écoulée mais plus encore d'échanger avec le dirigeant communiste autour des grands chantiers qui attendent le PCF pour 2016.



Interview d'Aymeric SEASSAU :

4



NLA : L'année 2015 a été une année terrible pour le pays, de tout point de vue, comment abordes tu 2016 ?

Aymeric SEASSAU : Changer d'année ne suffira pas. Je forme le vœu que 2016 soit une année de changements, tous azimuts. Pour le pays et notre peuple bien sûr, mais aussi pour la gauche et le Parti communiste français. C'est nécessaire.

NLA : Après une nouvelle défaite électorale de toutes les forces de gauche, le gouvernement poursuit sa politique ultra-libérale et entend maintenant réformer la constitution, les objectifs que tu énonces sont ils simplement réalistes ?

Aymeric : Lors de notre dernier entretien, il y a plus de 18 mois, j'évoquais ma crainte que la brutalité du gouvernement Valls accentue la crise de la politique et ouvre une crise de régime. Nous y sommes en plein. Faire le constat ne suffit pas de même que la seule dénonciation de la politique gouvernementale est inopérante. Nous avons aussi besoin d'analyser et de débattre de nos propres responsabilités dans la période. Et pour revenir au « réalisme » et à la « réalité » du moment, observons la situation dans toutes ses contradictions. En 2015, les français ont marché par centaines de milliers le 11 Janvier dans un élan d'unité, de solidarité, de liberté et dans le même temps en Mars et en Décembre, le Front National a réalisé de nouveaux progrès électoraux. La conscience de la nécessité accrue de refonder le pacte social et Républicain se heurte tout à la fois aux logiques régressives de division et à la faiblesse d'une capacité collective à ouvrir un horizon de progrès. Ni les femmes et les hommes de gauche qui ont battu ensemble Nicolas Sarkozy ni les manifestants du 11 Janvier n'ont disparu. Les rassembler pour écrire une nouvelle page de l'histoire de notre peuple constitue une priorité politique qui fonde un espoir réel.

NLA : La question d'une refondation de la République comme celle d'ouvrir un nouvel espoir à gauche comptaient parmi les objectifs que le PCF se fixait pour les régionales, qu'en est-il après les résultats ?

Aymeric : Les objectifs sont d'une urgence plus importante encore alors que Hollande veut inscrire des mesures « d'état d'urgence permanent » dans la constitution et

annonce de nouvelles attaques contre le droit du travail. Or les élections régionales, après les élections départementales ont aggravé la situation. De trop nombreux départements et régions ont basculé à droite et nous avons connu d'importants revers électoraux.

Quelques repères : La gauche perd 2 millions et demi de voix et 16,51% au premier tour et à l'arrivée, EELV conserve 25% de ses élus, le PCF 29% quand le PS parvient à en maintenir 61%.

La droite recule légèrement en voix et en pourcentage mais elle gagne le scrutin.

Même en échouant à la porte des régions, le FN est le grand gagnant des derniers scrutins. Depuis 2012, ce parti a multiplié par 11 son nombre d'élus.

C'est un coup très dur pour les salariés et les familles populaires et il faut prendre le temps d'analyser le résultat et le message envoyé par les Français.

NLA : Le Front de Gauche subit un nouvel échec électoral et le PCF voit reculer son implantation en termes d'élus. Quelles conséquences cela a eu en Loire-Atlantique ?

Pierre Laurent indiquait lors du dernier Conseil National du PCF « nous ne devons plus céder un pouce à l'idée, qu'avoir des élus ou pas, finalement ce n'est pas la question. Au contraire, c'est une question qui, face à l'entreprise de reconquête de tous les pouvoirs par la droite et l'extrême-droite, devient une question primordiale. » Il a raison !

Quand les communistes perdent des élu(e)s, ce sont les populations qui en paient le prix fort. Parce que ce n'est pas pareil quand Trignac est dirigée par Sabine Mahé et son équipe ou bien par la droite alliée au FN. Ce n'est pas pareil quand les habitants du canton de Montoir (fusionné en 2015 avec celui de St Nazaire Est NDLR) sont représentés par Roger David ou par deux conseillers départementaux socialistes. Ce n'est pas pareil lorsqu'un élu communiste suit le dossier SEITA au nom de l'institution régionale. Ce n'est pas pareil lorsque les cheminots peuvent s'appuyer sur Gilles Bontemps comme Vice Président aux transports. Ce n'est pas pareil lorsque Véronique Mahé mène la bataille sur son territoire avec les Bobcat Pontchâteau et obtient le remboursement des aides publiques versées à l'entreprise... grâce à Philippe Denis qui préside la commission de contrôle des aides publiques.

Cette parole différente, qui pèse sur les politiques publiques, ne se fera plus entendre au département ou à la région... pour un mandat.

Cette situation, les communistes de Loire-Atlantique l'ont déjà connue. Et ils sont revenus, au conseil général comme au conseil régional. Je propose que nous en fassions un objectif politique de premier plan.

Et je veux aussi saluer la belle campagne menée par Véronique Mahé et ses colistiers à l'élection régionale. Les débats, les actions, les rencontres, l'engagement de dizaines de candidat(e)s issu(e)s du monde du travail sont

autant d'atouts pour préparer l'avenir.

Dans l'urgence, nous devons faire face à une situation très difficile pour les finances de la fédération de Loire-Atlantique touchée à la fois par le non remboursement des frais de campagne et par la perte de nos 3 élus régionaux après celle de notre conseiller général qui comme tous les élus communistes de Loire-Atlantique reversaient leurs indemnités d'élu(e). J'invite donc celles et ceux qui ont le cœur à gauche et qui souhaitent que nos idées se fassent toujours entendre aussi fort à participer à la souscription que nous lançons (voir en page 3 NDLR).

NLA : 2016 c'est aussi le 37ème congrès du PCF comment les communistes envisagent ce congrès ?

Aymeric : Nous voulons ouvrir 3 objectifs, ils sont intimement liés : Notre projet politique, nos ambitions pour 2017, les évolutions pour notre parti.

Pendant des mois, nous avons travaillé sur notre projet pour le pays, avec des forums débats comme celui que nous avons accueilli à Saint-Nazaire qui avait rassemblé 300 personnes sur les questions industrielles, puis avec le tour de France du secrétaire national. Ce processus a débouché sur un document d'étape : La France en commun que nous voulons mettre à l'épreuve du terrain,



de manière très ouverte en organisant des rencontres, des réunions, des débats, des initiatives de proximité sous toutes les formes, porte à porte, questionnaire... Nous ne sortirons pas le pays de ses ornières sans refonder le projet politique de la gauche, sans ouvrir un nouveau pacte social et républicain, dans l'action, sans poser la question du travail au XXIème siècle, sans redonner à la France une parole libre et indépendante pour un monde de paix, pour un front solidaire des peuples et des États contre l'austérité. Le processus de congrès est désormais engagé et c'est l'occasion pour moi d'inviter chaque communiste à s'en emparer en écrivant individuellement, avec sa cellule, sa section, une contribution qui alimentera le travail national dans les semaines qui viennent.



(Texte La France en Commun disponible sur <http://www.pcf.fr/71363>. Il peut être commandé pour expédition en version papier au 02 40 35 03 00. Les contributions individuelles et collectives peuvent être envoyées sur pcf44@wanadoo.fr)

Suite page 5 ->

« Quand les communistes perdent des élu(e)s, ce sont les populations qui en paient le prix fort. »

« Nous disposons de toute la force nécessaire pour construire avec notre peuple les jours heureux qu'il mérite. »

« Rouvrir le champ des possibles. »

les chantiers de l'année 2016

5



C'est évidemment un débat sensible pour les communistes qui ont déjà soutenu François Mitterrand en 1965 et 1974 et Jean-Luc Mélenchon en 2012 avec des résultats et des conséquences à chaque fois pour le moins contrastées mais aussi de faibles scores pour les candidats communistes en 2002 et 2007. Ni le fond ni la méthode, ni même le principe de ces primaires ne sont tranchés mais je partage avec conviction la nécessité pour les communistes de tendre la main et de construire avec toutes les forces de gauche, et au-delà avec toutes celles et tous ceux qui ont le cœur à

gauche. C'est précisément ce que propose Pierre Laurent en réservant un accueil favorable aux récentes initiatives autour des primaires.

NLA : Tu parlais également du PCF et de ses évolutions.

Aymeric : Oui, je crois d'abord que la question de son avenir est engagée. Que le conseil national propose de faire de 2016 une année de renforcement, en lançant une grande campagne d'adhésion. C'est une excellente nouvelle. Mais cela ne suffira pas. Il est temps de questionner à nouveau son identité. Sommes-nous, finalement toujours un parti révolutionnaire ? Pensons-nous que ce parti peut à nouveau jouer un rôle de premier plan dans le pays ? J'en suis, moi, intimement convaincu comme, je crois, une immense majorité de communistes. Mais alors il faut le dire et interroger notre rôle et nos pratiques bien au-delà d'une fonction de facilitateur de rassemblement. Du reste, je crois comprendre que ce n'est pas le cas de tous quand je constate que des adhérents du département font le choix de construire avec d'autres une nouvelle organisation politique « Place au Peuple 44 ». C'est en tous cas contraire à nos règles de vie collective comme à nos choix de congrès.

Par ailleurs, nous devons interroger à nouveau notre rapport au pouvoir et à son exercice. C'est au fond la question centrale que se sont toujours posés les révolutionnaires de ce pays. Cela nécessite de repenser nos pratiques politiques dans un pays qui souffre de la crise politique et d'une délégation de pouvoir à bout de souffle, mais cela nécessite aussi d'assumer que nous voulons le pouvoir pour l'exercer et inscrire dans le réel tout ou partie de nos idées.

Et cette question a été au cœur de nos débats avec d'autres forces du Front de Gauche jusqu'à le miner. Le fait que dans les 5 régions qui ont élu une majorité de gauche, dans 4 d'entre elles cela s'est fait avec l'élimination des communistes et du Front de Gauche dès le premier tour ne peut qu'interroger. Le temps est donc venu de tirer le bilan de notre politique de rassemblement et de ses résultats. Non pas pour en rabattre sur les objectifs politiques mais au contraire pour rouvrir le champ des possibles. Quand le parti communiste est affaibli c'est toute la gauche qui perd et quand la gauche perd le parti communiste est toujours la première victime.

NLA : As-tu des exemples d'évolution possible ?

Aymeric : Je crois qu'il faut renouveler en profondeur nos pratiques d'animation et de direction pour renforcer la proximité et la rendre plus efficace.

Je prends un exemple : Au conseil national, auquel nous participons avec Véronique Mahé et Michel Rica, il arrive que nous lancions, une, deux, parfois trois campagnes. Toutes urgentes, toutes nécessaires. Sont-elles toutes suivies ? Sont-elles toutes efficaces ? Ne devons-nous pas nous recentrer sur des campagnes plus longues et en tous cas garantir le suivi et l'efficacité de chacune, sur tout le territoire national ?

Par ailleurs, nous voulons avec l'exécutif départemental travailler un audit de notre implantation de terrain. Il y a trop d'inégalités dans notre implantation et parfois des territoires où il est difficile de conjuguer souveraineté des adhérents en assemblée générale et impératif de proximité. De ce point de vue si le besoin s'en fait sentir et que les communistes en décident localement, il n'est pas interdit de revoir le périmètre et le territoire de nos sections au service de ces objectifs.



NLA : Beaucoup de chantiers à venir donc. Comment ressens-tu l'état d'esprit des communistes ?

Aymeric : Il appartient aux communistes d'apporter des réponses à toutes les questions posées, à toutes les propositions formulées. « N'attends pas d'autre réponse que la tienne » disait Brecht. Je sais la passion des communistes pour le débat. Il est parfois rugueux mais la fraternité qui nous lie comme l'urgence sociale nous oblige. Il y a naturellement beaucoup d'inquiétude, de souffrances et de colères face à l'état du pays, où l'espérance de vie recommence à reculer, dans un monde confronté à des défis économiques et environnementaux qui concernent l'avenir de l'humanité.

Je retiens la phrase du film « Nous nous sommes tant aimés » du réalisateur communiste italien qui vient de nous quitter Ettore Scola « Nous voulions changer le monde mais c'est le monde qui nous a changé ». Les communistes veulent changer le monde parce qu'ils se refusent à cette fatalité. Nous avons douté, nous avons évolué, mais nous ne renonçons pas à ce que nous sommes : des résistants, des combattants, des femmes et des hommes engagés, des producteurs libres, des rêveurs réalistes. Et si nous avons à convoquer le meilleur de notre longue histoire, nous disposons de toute la force nécessaire pour construire avec notre peuple les jours heureux qu'il mérite.

NLA : Une discussion s'engage autour de primaires à gauche dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elles font débat. Le PCF est-il prêt à s'engager dans une telle démarche ?

Aymeric : Il faut s'entendre sur ce dont on parle exactement. La dernière référence de ce point de vue est la primaire socialiste de 2011 qui a conduit à la désignation de François Hollande, or, ce n'est pas de cela que les communistes discutent actuellement.

Je veux d'abord revenir sur le contexte et l'enjeu de 2017. Manuel Valls le prédit cyniquement depuis longtemps : La gauche peut mourir. Evidente pour celui qui contribue quotidiennement à la tuer. Je crois que nous devons prendre cet enjeu avec toute l'importance nécessaire. La gauche c'est un patrimoine historique et culturel à la fois concret (les grandes conquêtes sociales) mais aussi imaginaire (l'héritage des lumières, de la révolution française, de Marx et de Jaurès) que nous aurions tort de laisser disparaître ou préempter par les libéraux qui nous gouvernent actuellement.

Deuxièmement, François Hollande fait le pari criminel d'une victoire à la Pyrrhus : Dans le tripartisme qu'il a contribué à installer durablement, avec la présence probable du FN au second tour, s'il arrive deuxième, il peut être reconduit.

Nous voulons conjurer ce scénario catastrophe. Or celles et ceux qui aujourd'hui Socialistes critiques, écologistes, femmes et hommes de gauche ont lancé ce débat sur les primaires dans Libération, partagent ce même objectif. Voilà pourquoi nous disons notre disponibilité pour ce travail commun, pour engager le débat à gauche, et travailler à observer les conditions de sa représentation à l'élection présidentielle, c'est-à-dire à l'opposé des idées actuellement mises en œuvre par le camp gouvernemental.



GOODYEAR**SIGNEZ LA
PÉTITION****120 000 signatures !**

A l'heure où nous écrivons ces lignes la pétition de la CGT en soutien aux Goodyear a récolté plus de 120.000 signatures. La mobilisation est soutenue par de nombreuses personnalités qui se rassemblent autour de l'appel de la CGT : « Relaxe pour les huit de Goodyear » (voir la liste des 50 premiers signataires, et celle des 200 sur le site Internet de l'Humanité) . Signez et faites signer la pétition cf article : soutenons les goodyear) !

<https://www.change.org/p/françois-hollande-l-appel-des-goodyear>

Le social au cœur

6

Plan d'urgence pour l'emploi ou pour les patrons ?

François Hollande a délivré lors de ses vœux « aux acteurs de l'entreprise et de l'emploi », lundi 18 janvier, au Conseil économique, social et environnemental (CESE) son « plan d'urgence pour l'emploi ». Les annonces effectuées à cette occasion devaient envoyer un signal à l'opinion publique : la bataille pour l'emploi sera menée jusqu'à la toute fin du mandat. Pourtant le message, que les citoyens ayant voté pour le candidat qui s'attaquerait à la finance devront comprendre, est tout autre...

En prenant pour argent comptant un bon nombre des propositions patronales, le président et son exécutif avalisent l'idée que sans flexibilité, pertes de droits, et subventions à l'emploi sous payé, il n'y aura point de salut !

Sur le volet des cadeaux fiscaux aux entreprises, celles-ci restent aujourd'hui, dans certains cas, assujetties au paiement de cotisations pour des salariés proches du smic, malgré le CICE et le pacte de responsabilité. L'exécutif enfonce le clou et entend parvenir à une situation où elles n'en paieront plus du tout pour les personnes embauchées à un niveau de salaire proche du salaire minimal. En clair toute entreprise de moins de deux cent cinquante salariés qui recrutera un salarié payé entre 1 et 1,3 smic en CDI ou en CDD de six mois et plus se verra compenser l'ensemble de ses cotisations sociales. Une aubaine pour les grandes entreprises du secteur commercial notamment et tout cela sans contrôle ou contrepartie !

Autre sujet détonnant sur lequel l'exécutif veut avancer à marche forcée : la rupture du contrat de travail, qui sera simplifiée, sans en connaître encore les modalités précises.

Axe également essentiel du discours de F. Hollande, adapter les actifs à la « nouvelle donne économique ». Le président de

la République a confirmé que 500 000 formations supplémentaires seraient assurées cette année en faveur de demandeurs d'emploi dont les qualifications risquent de devenir obsolètes. L'objectif est très ambitieux et reviendrait à former plus de 1,1 million de personnes à la recherche d'une activité.

D'ores et déjà des collaborateurs du président du Medef ont signalé l'aspect irréaliste de cette mesure ... Entre la mauvaise volonté patronale, les interrogations sur les sources de financement, et la question débouchée, ce plan de formation pourrait apparaître comme un simple artifice statistique permettant la baisse momentanée du nombre de chômeurs...

Dividendes versés aux actionnaires par salarié en journée de travail :

1981
10 jours

2016
46 jours



Clairement, ce plan d'urgence confirme des dispositifs qui n'ont pas fait leurs preuves en les amplifiant encore, comme le Crédit impôt recherche ou le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). 34 milliards d'euros de CICE ont été distribués aux entreprises pour un résultat nul

en terme de créations d'emplois. De plus des dispositions graves sont confirmées avec la mise en cause du code du travail, notamment la priorité de l'accord d'entreprise sur le code du travail en matière de temps de travail.

Pour P. Martinez, secrétaire général de la CGT « Le président propose de continuer ce qui ne marche pas : les aides aux entreprises, les exonérations, beaucoup de cadeaux aux entreprises », "ça fait 40 ans (...) et la courbe du chômage continue à augmenter". "Il faut inverser cette logique d'aide aux entreprises" et "cette logique où on culpabilise les chômeurs".

Pour le responsable de la centrale de Montreuil il va falloir « continuer nos discussions avec les salariés pour que les mobilisations puissent converger. C'est la seule solution aujourd'hui pour essayer d'infléchir la politique du gouvernement ».

Moins d'emplois et plus de dividendes : ça suffit !



Les salariés de Lacroix Signalisation se battent depuis plusieurs semaines contre la fermeture de 14 agences en France qui entraînera le licenciement de 64 d'entre eux, alors que le groupe Lacroix réalise

des bénéfices et qu'il a largement bénéficié du CICE.

Une cinquantaine de salariés soutenue par une délégation du PCF 44 organisaient un nouveau débrayage lundi 18 janvier, à partir de 13 h 30 sur le site de Saint-Herblain.

Il est bon de rappeler que le groupe Lacroix a distribué plus de 9 millions d'euros de dividendes depuis 2011 à ses actionnaires et qu'il a bénéficié sur la dernière période de plus d'1,2 millions d'euros d'exonérations de cotisations sociales via le CICE notamment.

Les salariés de St-Herblain qui ont reçu du renfort de leurs collègues vannetais restent déterminés et solidaires vis-à-vis de leurs collègues menacés de licenciement. Une fois encore, la politique court-termiste de la direction et la course aux profits vient démontrer sa dangerosité et son effet néfaste sur l'emploi.

Soutenons les Good Year !



Pour la première fois depuis un demi siècle un gouvernement a demandé que soit requis des peines de prison ferme contre des syndicalistes pour avoir participé avec les salariés à des actions

en vue d'empêcher la fermeture de leur usine.

En même temps qu'ils préparent la suppression dans quelques mois de plus 1000 articles du Code du travail, **Hollande, Valls et Macron ont décidé de déclencher une répression sans précédent des syndicalistes qui luttent dans les entreprises. Avec les 8 condamnés de GOODYEAR l'exécutif veut faire un exemple.**

Le gouvernement affiche sa volonté de mettre les Procureurs et les forces de polices aux services des grands groupes pour briser toute résistance à la destruction des emplois et de l'industrie.

Évidemment les militants de terrain en général et ceux de la CGT en particulier sont les plus touchés.

C'est pourquoi nous vous invitons à signer l'appel de soutien aux goodyear sur <https://www.change.org/>, rubrique appel des goodyear.

Les fonctionnaires mobilisés



Les organisations syndicales CGT, FO et SOLIDAIRES appellent à faire de la journée du 26 janvier 2016, un temps fort de mobilisation, par la grève et les manifestations pour :

- une significative augmentation de la valeur du point d'indice, prenant en compte l'inflation subie depuis plusieurs années et, en particulier, depuis 2010,
- des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat,
- le développement de l'emploi public statutaire par des créations nettes, dans les très nombreux secteurs qui en ont besoin,
- des moyens financiers à la hauteur des besoins de service public,
- la défense d'un service public de proximité garant de la cohésion sociale. Les organisations syndicales signataires se rencontreront le 5 janvier 2016 pour préciser les modalités de cette journée d'action.

Les rassemblements auront lieu le 26 janvier à 10h à Nantes devant la Préfecture St Nazaire devant la Sous-Préfecture.

A Carquefou, les salariés de Sercel mobilisés



Débrayage également à Carquefou. En cause : Sercel, le fabricant d'équipements pour l'exploitation pétrolière supprime cent postes en France dont 74 à Carquefou, son siège social.

Les salariés ont appris la mauvaise nouvelle en Décembre. L'entreprise, subit de plein fouet les conséquences d'un effondrement du marché du pétrole.

L'intersyndicale CFDT et CGT a décidé de batailler pour obtenir de meilleures indemnités dans le cadre du plan de sauvegarde de l'emploi et d'éviter tout licenciement contraint . Pour rappel sur les neuf premiers mois de 2015, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 334 millions d'euros.

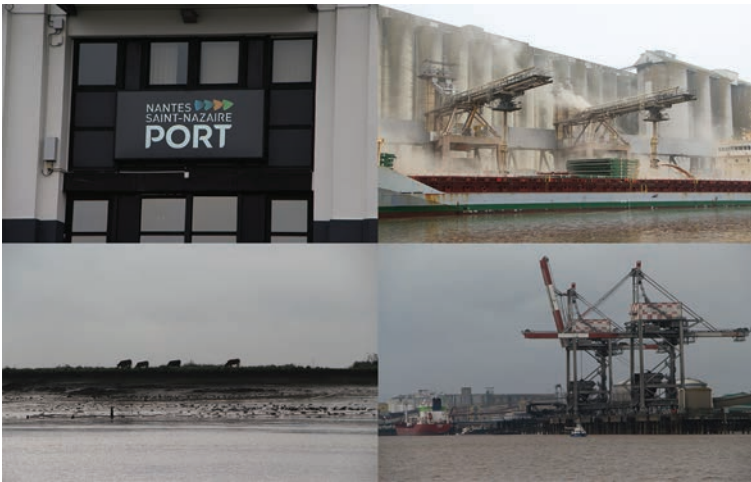
+ 15 299 habitants en Loire Atlantique entre 2012 et 2013 selon l'INSEE soit une augmentation de 1,16 % ce qui représente 54 % de l'évolution régionale (+28238 ; +0,78 %).

« Ces communes nouvelles, qui rassemblent plus d'un million d'habitants seront plus fortes pour mieux répondre aux besoins de leurs populations et réaliser des économies de gestion. »
André Villani, secrétaire d'État à la réforme territoriale, dans son communiqué annonçant le succès des communes nouvelles. La France compte désormais moins de 36 000 communes (35 945).

Au cœur des luttes et des collectivités

Le long de l'estuaire de la Loire Élus sensibilisés aux enjeux du territoire

Par un temps pluvieux, les élus communistes ont été conviés à parcourir la Loire accompagnés de représentants de la direction du Grand Port Maritime et de la CGT Portuaires. L'objectif : découvrir la réalité du fleuve et les importants enjeux autour de l'emploi et son corollaire : l'aménagement du territoire. Prenant source au mont Gerbier de Jonc, dans l'Ardèche, la Loire parcourt 1006 kilomètres pour se jeter dans l'Atlantique entre Saint-Nazaire et Préfailles. Grand fleuve toujours sauvage, les activités humaines sont loin de remettre en cause la richesse écologique ou ses caractéristiques paysagères comme en témoigne ses longues rives non artificialisées. Afin de préserver la biodiversité et les fonctions écologiques notamment au sud Loire vers Paimboeuf puis autour du Pellerin et au nord entre Lavau sur Loire et Cordemais puis à l'ouest de Couëron, la pratique d'éviter, minimiser et compenser est bien prise en compte dans les projets économiques. Car les enjeux sont de taille avec quatre activités qui s'articulent : la production d'électricité avec Cordemais ; la construction navale, la production industrielle et le commerce avec le Grand Port Maritime. Ce dernier est le 4ème port Français et le premier de la façade atlantique et a vocation à être à la fois un outil de développement économique et un aménageur du territoire.



Le port se découpe en 4 sites : Saint-Nazaire pour l'industrie lourde et l'agroalimentaire, Montoir pour la logistique et le gaz naturel, Donges pour les produits pétroliers, le Carnet pour les écothéchnologies et plus près de Nantes pour la maintenance, les céréales et de la logistique. Par ses compétences, l'avenir de l'estuaire de la Loire est particulièrement lié au Port. Ce dernier, pour perdurer dans ses activités industrielles comme de service public (gestion du trafic, des espaces naturels...) est confronté à une menace : le manque d'espace. Le souvenir de l'abandon de Donges-Est est encore amère pour les syndicats et la direction du port qui, de concert, affirment qu'un port qui ne se développe pas est un port qui meure avec de grandes conséquences sur l'emploi. Après concertation avec les collectivités et les syndicats, un projet stratégique 2015-2020 a été adopté. Il prévoit les études écologiques préalables à l'extension du port sur une partie du Grand Tourteau, autrement appelée la vasière de Méan, indispensable pour compenser les linéaires qui ne pourront pas être faits à Donges. Autre zone d'importance : le Carnet, encore en voie d'aménagement, dont les activités seront aussi liées au développement trafic fluvial. Enfin, un grand point d'interrogation essentiel reste le dragage, dont le financement ne se trouve que bien peu compensé par l'État...

Adoption du projet stratégique au Conseil du 18 décembre Saint Nazaire investira 200 millions d'euros d'ici 2024



Faisant suite aux élections municipales de 2014, le projet stratégique permet de donner une orientation pluriannuelle à l'action de la ville dans le sens des engagements pris auprès des électeurs. Ainsi, la conservation du service public est réaffirmée, l'investissement n'est pas en reste car, comme l'affirment les élus communistes « maintenir un haut niveau d'investissement, c'est répondre aux besoins des habitants ». Ils saluent « un projet de gauche et écologiste, avec des marqueurs forts en faveur de l'enfance, de la jeunesse, de l'école, de la culture, de la maîtrise des coûts de l'énergie par un plan de rénovation du patrimoine ». La priorité des aménagements de la ville ira au centre ville, à la ville littorale ainsi qu'aux quartiers de la politique de la ville. Les élus communistes notent cependant que tous les projets n'ont pas pu être retenus, la cause en étant la diminution des dotations de l'état. En revanche, il y a lieu de se féliciter de la démarche de transparence, les électeurs pouvant alors juger « sur pièce » par rapport au projet, et aussi de la participation citoyenne des habitants prévue dans les espaces de concertation actuels et à venir comme les conseils citoyens.

Le travail du dimanche Pour les élus communistes c'est toujours non



Que ce soit dans les Conseil de fin d'année de Nantes Métropole, Bouguenais, Saint-Herblain, Nantes... Les élus communistes se sont opposés à la position de la majorité métropolitaine sur le travail du dimanche. En effet, depuis 2013, il s'agirait d'autoriser un peu les commerces à ouvrir le dimanche avant Noël dans le but de donner un peu pour ne pas avoir à tout donner... Position dont doutent les élus communistes pour qui toute ouverture créé un appel d'air de revendication patronale qui, si elles sont entendues créera une généralisation de lieu en lieu et de date en date. Pour les communistes, avoir un jour de repos en commun est constitutif du lien social et est révélateur d'un choix de société : conserver un temps où toute une famille peut se rassembler, où tous les amis ou les bénévoles sont disponibles... De plus, l'argumentaire économique déployé se révèle faible... notamment parce que des ouvertures supplémentaires n'augmentent pas le pouvoir d'achat des consommateurs mais lisse juste davantage le chiffre d'affaire ! Plus proche de l'océan, les élus communistes Nazairiens ont également donné un avis défavorable aux ouvertures dominicales tout en demandant la transmission des avis des organisations de salariés...

Près de vous

Saint-Nazaire crée un Conseil citoyen d'Avalix à Bouletterie
Suite à la loi de programmation sur la ville et la cohésion urbaine de 2014, les quartiers de la politique de la ville doivent se doter de Conseils Citoyens destinés à impliquer les habitants dans l'avenir de leur territoire. Chose positive pour les élus communistes mais encore insuffisante. Pour ces derniers, un fond national dédié qui pourrait donner aux organes de démocratie participative davantage d'autonomie.

Retour de bâton à Bouguenais
La démagogie, ça suffit ! Le dernier numéro de la BAS Cours, journal satirique mais surtout démagogue mettait en cause une élue du groupe en raison non de ses idées, non de son action mais bien de son âge ! La réaction du groupe n'a pas tardé à l'encontre des rédacteurs de ces odieuses lignes : « Nous jugeons ces petites phrases, ces mesquineries, ces discours en creux infamants. Les insinuations qui entraînent la suspicion, les jeux de mots vaseux pour contourner l'insulte, les caricatures ratées... si tout cela peut concourir à radicaliser un groupe restreint de personnes, ce n'est pas ainsi que l'on développe la citoyenneté ou le sens politique »

Grand Bellevue : des objectifs à partager
Lors du Conseil métropolitain du 15 décembre, les objectifs de l'opération Grand Bellevue ont été exprimés. Les difficultés du quartier Nanto-herblinois ont tendance à se cumuler : chômage, mal-logement, échec scolaire, précarité, pauvreté... Il faut y trouver réponse. Pour les communistes, la politique de la ville doit se concevoir comme un droit à la ville conjuguant l'humain et l'urbain. Il s'agit de combiner l'éducation, la culture et le sport, l'emploi et la formation, la santé ainsi que l'habitat, le cadre de vie, les transports et la transition énergétique.

Débat sur la sécurité à Nantes
Après avoir appelé à tirer les leçons des interventions guerrières de l'OTAN et les risques d'un prolongement de l'État d'urgence, Aymeric Seassau a précisé la démarche des communistes concernant la sécurité publique : « de la même manière qu'on ne prête qu'aux riches, c'est trop souvent les plus défavorisés qui sont confrontés aux problèmes d'incivilité et de criminalité. Et c'est précisément parce que nous prenons ce sujet particulièrement au sérieux qu'il doit être préservé des coups de mentons et des solutions démagogiques ».

Jeunes Communistes

La déchéance à tous les étages

Le 16 novembre 2015 le président de la république s'est exprimé devant le parlement réuni en congrès à la suite des attentats du 13 novembre. Hollande profitant ici d'une tribune que lui a offerte sans le vouloir Sarkozy dans la révision constitutionnelle qu'il avait lui-même introduite. Les révisions constitutionnelles semblent être devenues pour un président impopulaire un moyen d'essayer d'inscrire son mandat dans l'histoire. C'est probablement dans cet unique but que le président de la République a cru bon de profiter de l'émotion suscitée par les massacres parisiens pour proposer la sienne. Peu inspiré il s'est contenté de vouloir inscrire dans la constitution de notre pays, le contenu d'une loi vieille de 60 ans ainsi qu'une des propositions les plus honteuses de l'extrême droite.



L'utilité de l'inscription de ces mesures dans la constitution ne saute pas aux yeux. Le retrait de la nationalité française est déjà prévu dans le code civil (uniquement pour les citoyens ayant acquis la nationalité française et en possédant une autre). La loi permettant l'état d'urgence a été récemment jugée conforme par le conseil constitutionnel. On peut d'ailleurs constater que pour « les sages » il est permis de suspendre les libertés démocratiques sur simple décision du gouvernement mais pas de taxer les revenus les plus indécents à hauteur de 75%...

La déchéance de nationalité présente une utilité pratique discutable et porte finalement assez mal son nom. L'effet dissuasif est probablement nul. Un homme qui prend les armes au nom d'une idéologie réactionnaire avec une fascination pour la violence et la mort attache probablement peu d'importance à sa nationalité. Dans la pratique une personne qui serait déchu de sa nationalité se verrait en toute logique également interdite de territoire (à condition que sa seconde nationalité n'en fasse pas un ressortissant de l'UE, auquel cas l'effet serait juste de le priver du droit de voter aux élections nationales), in fine la déchéance de nationalité est une peine d'exil. On imagine déjà les situations ubuesques quand deux pays tenteront simultanément de priver un de leur ressortissant de ses nationalités.



La déchéance de nationalité existe actuellement pour tous les citoyens qui ont acquis la nationalité française en plus d'une nationalité obtenue antérieurement et ayant conservé celle-ci. Dans le projet de révision constitutionnelle, elle est étendue à l'ensemble des français de naissance ayant acquis en sus d'une seconde nationalité. Prévoir une peine pour une catégorie spécifique de citoyens, c'est porter la suspicion sur ces citoyens. C'est alimenté la haine et créer des divisions entre les travailleurs. Quoiqu'en dise M. Valls c'est une insulte aux valeurs portées par les progressistes, c'est là le jeu de l'extrême droite.

Florine

Hommage à Roland LOQUET



C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade et ami Roland LOQUET, militant communiste de la section de Brière. Roland était un militant engagé et un acteur important de la ville de Pontchâteau où il avait occupé des responsabilités au sein de l'Office municipal des sports. Roland était aussi un habitué de la fête de l'huma, durant de nombreuses années il avait fait partie de l'équipe de montage et de démontage du stand de la fédération de Loire-Atlantique du PCF. Nous présentons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.

Agenda

Mardi 26 janvier à 10h, mobilisation des agents des services publics territoriaux, devant la préfecture de Nantes.

Vendredi 5 février de 18h à 20h, Huma café : Social, santé, environnement : où en est le droit ? **Au salon de Musique du Lieu Unique à Nantes**

Du samedi 9 janvier au lundi 22 février à l'Espace culturel Louis-Delgrès, quai de la fosse à Nantes : **Exposition sur « la traite transatlantique des esclaves ».**

Du 27 au 31 janvier : **La Folle journée à St Nazaire dédiée à la nature.**

Commémorations du procès des 42 et des 16

Samedi 13 février à 10H30 au **terrain du bèle à Nantes.**

Samedi 13 février à 14H00, **place Jean LOSQ à Ste Luce sur Loire**

Dimanche 14 février à 11H00 au **cimetière de Divatte sur Loire (La Chapelle Basse Mer)**



«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication :

Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N°0320 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Clément CHEBANIER

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Pedro MAIA

Robin SALECROIX

Gauthier LORTHIOIS

André MAURICE

Jeannine TROUILLARD



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

☐ Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

☐ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES